

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

Note : 18 / 20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

Les agents économiques ont-ils besoin de l'Etat pour se coordonner ?

Dans une conférence intitulée « Qui est-ce que le libéralisme ? », la philosophe Monique Canto-Sperber propose une lecture pour le moins paradoxale des Léviathan de Thomas Hobbes. Chez Hobbes, l'Etat est ce monstre mythologique qui contraint les individus et entrave la liberté naturelle qui les pousse à être des « loups pour l'homme ». Or, nous dit Canto-Sperber, cette liberté brimée est compensée par l'introduction d'une liberté économique. Grâce à l'Etat, les individus peuvent passer, échanger et épargner sans crainte. Le rôle de l'Etat ne peut donc se limiter à des interventions ponctuelles. Par son existence, les agents ne s'entre-tuent plus : ils échangent, voire se coordonnent.

La coordination est étymologiquement la « co-ordination », c'est-à-dire la mise en œuvre d'une action par une pluralité d'agents. Ceux-ci sont définis comme des individus qui consomment, épargnent et produisent. Ils agissent en vue d'un but : la maximisation de leur utilité. La coordination s'entend donc au sens fort comme la construction par les agents d'une organisation (i.e. un ensemble de règles relativement stables qui permet aux agents de se coordonner en vue d'un but prédéfini).

N° 1
.../.../...

et au sens faible comme la possibilité pour les agents d'interagir entre eux. L'Etat est un acteur juridico-économique particulier, il pose des normes, encadrant les agents économiques et encadre, voire contrôle l'allocation des ressources dans un souci de maximiser l'utilité collective. Dire que les agents ont besoin de l'Etat, c'est supposer que leur coordination

est, sinon impossible, du moins non-optimale, au sens où elle n'est peut-être pas la plus efficace ou la plus juste socialement, ou elle ne maximise pas l'utilité collective. Poser cette question suppose deux réflexions concernant le modèle de rationalité des agents et le rôle de l'Etat. Cependant, la question posée suppose que l'Etat est plus efficace que l'ensemble des agents économiques. Enfin, cette question rejoint la problématique contemporaine du rôle de l'Etat face à un « ré-encastrement » (Karl Polanyi, la Grande Transformation, 1944) du marché ^{depuis les années} et son ¹⁹⁸⁰ possible « re-désencastrement » à partir de la révolution conservatrice des années 1980.

Dès lors, en quoi l'étude de la coordination des agents économiques invite à repenser le rôle de l'Etat dans l'optique d'une plus grande efficacité ?

Les agents économiques sont rationnels et se coordonnent sans l'Etat par la recherche de leur intérêt (I). Cependant, l'Etat rend possible cette recherche de l'intérêt, par son existence ou son intervention sur le marché dans le but de maximiser l'utilité collective (II). Enfin, on se demandera si l'Etat est vraiment un meilleur coordinateur que l'ensemble des agents économiques et si son intervention ne doit s'effectuer qu'à minima. (III).

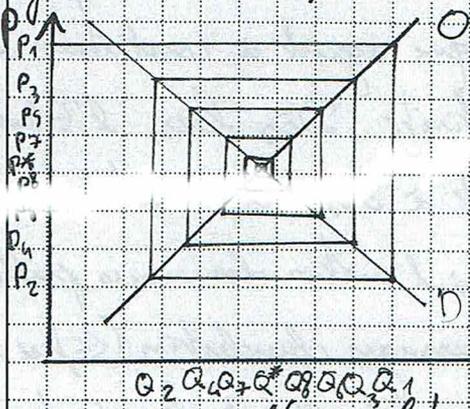
* * *

Les agents économiques n'ont pas besoin de l'Etat pour se coordonner selon leurs intérêts. C'est l'égoïsme qui permet cette coordination (A), laquelle permet d'aboutir à un équilibre marchand (B) ou à la structuration d'organisations durables (C).

Dans une conception utilitariste, la rationalité des agents provient de leur égoïsme. Les agents agissent en vue de la maximisation de leur utilité, c'est-à-dire de la quantité de plaisir qu'une action apporte. Adam Smith, au livre I de De la Richesse des Nations (1775) jorge la métaphore de la main invisible. Tout individu ne mange pas grâce à l'altruisme de son boulanger, mais grâce à l'égoïsme de celui-ci. De même, si une entreprise réalise un bénéfice largement supérieur à ce qu'elle devrait pouvoir obtenir, libre à tout individu de créer une entreprise concurrente. Ainsi si mon boulanger commence à ne rendre ma baguette de pain pour 5 euros, mon intérêt me pousse à ouvrir une boulangerie proposant des baguettes, entre le prix de revient (i.e coût de production) et les 5 euros de mon concurrent. Ainsi, note Smith, la poursuite individuelle de l'intérêt pousse chaque agent à contribuer à la maximisation des intérêts de la collectivité. Dès lors, l'Etat se limite à des fonctions régaliennes et à des interventions où la « main invisible » est impuissante, à l'instar des voies publiques et des phares. Si un phénomène de passages clandestins (« free riders », Krutwischell) se met en place (tout agent attendant qu'autrui agisse à sa place), l'intervention est selon Smith nécessaire. Cependant, Ronald Coase dans « Le Phare en économie » (1974) remarque que dans la théorie de Smith, les phares anglais devaient

être contrôlés par l'Etat. Or, empiriquement, ce sont surtout des compagnies privées qui possèdent ces phares. Smith n'a donc pas assez loin en faisant intervenir l'Etat plus souvent que nécessaire.

La coordination des agents économiques permet en effet, sous condition, de parvenir à un équilibre, et ce sans l'aide de l'Etat. Pour reprendre Smith, cette coordination a quelque chose d'instinctif. Hume raconte ainsi une fable où, au cours d'une nuit, l'Angleterre se retrouve encerclée par un grand mur et se trouve coupée du reste du monde (on reste en économie fermée, donc). Un matin génie multiple par deux la quantité d'argent de chaque agent. Le lendemain, les prix auront immédiatement doublé. Outre l'équilibre monétaire, la coordination concerne un marché, c'est-à-dire le lieu de rencontre simultané entre l'offre et la demande. Leon Walras, dans ses Eléments d'économie politique pure (1874), distingue l'équilibre partiel sur un seul marché analysé, de l'équilibre général, interdépendance des marchés. En équilibre partiel, l'offre est continue et linéairement croissante du prix. La demande est continue et linéairement décroissante du prix. Sans condition sur leur élasticité respective, tout prix créé



par le commissaire-priseur permettra d'aboutir à un prix d'équilibre (voir ci-dessus) P^* pour une quantité Q^* .

En équilibre général, l'offre x^0 est la somme pondérée des offres (x_1^0, \dots, x_m^0) sur les m marchés, d'où $x^0 = \sum_{b=1}^m d_b x_b^0$. Réiproquement pour la demande x^D , qui est égale à $\sum_{b=1}^m d_b x_b^D$. On a donc

ne rien écrire dans la partie barrée

N° 4/14

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

un système d'équations en fonction des vecteurs f_i associés à l'offre et des vecteurs g_i associés à la demande :

Tous les marchés sont à l'équilibre \Leftrightarrow

$$\begin{cases} f_1(x_1, \dots, x_m) = g_1(x_1, \dots, x_m) \\ \vdots \\ f_i(x_1, \dots, x_m) = g_i(x_1, \dots, x_m) \\ \vdots \\ f_m(x_1, \dots, x_m) = g_m(x_1, \dots, x_m) \end{cases}$$

Il y a m équations donc toute équation peut s'écrire relativement au prix d'un marché :

$$\begin{cases} P_i = d_i P_m \\ \vdots \\ P_m = 1 \times P_m \end{cases} \quad \text{avec } P_m \text{ le prix d'équilibre et } d_i \in [0, +\infty[\text{ pour } i \in [1, m-1] \text{ (sous condition que } P_m \text{ soit le plus petit prix possible).}$$

Ce système permet d'énoncer la loi de Walras : si $m-1$ marchés sont à l'équilibre, alors le m^{e} marché est aussi à l'équilibre.

Ainsi, la coordination, entendue ici au sens faible, des agents économiques ne nécessite pas l'intervention étatique.

Au sens fort, la coordination des agents économiques fait apparaître des organisations. Celles-ci pallient les imperfections des marchés, qui peut admettre (Walras ne pose pas cette hypothèse) des coûts de transaction, c'est-à-dire des coûts pour réaliser

des échanges. Ronald Coase, dans « La nature de
les firmes » (1937) note que les entreprises existent
pour limiter le nombre de contrats et éviter
autant que faire se peut ces coûts de transaction.
Ceux-ci déterminent la taille de l'entreprise. De même
l'entreprise est le lieu d'une coordination plus
interne des agents : pour produire plus efficacement, ceux-ci
se divisent le travail et se spécialisent, suivant l'usage
de la manufacture et d'épingles citée à Smith. L'Etat
n'intervient pas dans cette association d'agents, qui résout
d'elle-même un problème économique du marché. De même,
Elinor Ostrom, dans la Gouvernance des Biens communs,
montre la non-intervention de l'Etat dans des structures pourtant
pluri-séculaires. Les Herastas d'Espagne, tout comme les marigots
d'Afrique, sont des firmes autarciques aux ressources acquises
limitées mais à la fertilité accrue. Les cultivateurs, pour s'assurer
de l'allocation optimale de l'eau, épient leurs voisins et combattent
du regard ceux qui utilisent trop d'eau. Ce contrôle ^{social} assure
la pérennité d'un tel système et montre que dans le cas
de l'allocation problématique de ressources, les agents n'ont pas
forcément besoin de l'Etat.

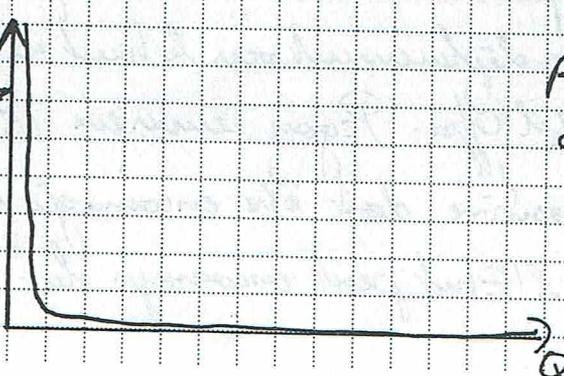
De prime abord, l'Etat a donc des fonctions assez
réduites. Les agents se coordonnent parfois sans se connaître
et aboutissent à des équilibres jugés satisfaisants sous
certaines conditions. Ces conditions doivent être analysées. Bien
plus, l'Etat n'a pas que des fonctions économiques, sans existence

même modifie le comportement des agents. Des lors par ses interventions ou son existence, l'Etat rend possible la recherche de l'intérêt en assurant l'ordre et les échanges (A), en permettant l'équilibre de marchés à la concurrence non-pure et parfaite (B), voire en encadrant l'activité d'un marché (C).

L'Etat assure d'abord l'ordre et les échanges. D'abord, les agents économiques agissent grâce à de la monnaie. Or celle-ci incarne l'Etat, elle est, selon la formule de Michel Aglietta dans Europe, Sortir de la crise et inventer l'avenir (2013), un «contrat social implicite». La monnaie est étalon des échanges, permettant donc un équilibre général plus aisément, ^{elle est.} réserve de valeurs et intermédiaire des échanges. L'anthropologue H de Souza a montré en analysant la ville d'Uruk (-2300 av. JC) comment le développement de la monnaie par l'Etat assyrien naissant a permis l'intensification des échanges. Aujourd'hui l'Etat remplit un rôle non-négligeable en garantissant les droits de propriété. En mettant en place les Brevets, l'Etat permet une coordination plus efficace des agents car ceux-ci sont incités à investir grâce à l'existence d'un monopole temporaire pour les nouveaux biens ou services issus de l'innovation. Daniel Cohen, dans Trois leçons sur la société post-industrielle (2006), fait remarquer

que dans le cas des logiciels et des médicaments, dont le coût marginal décroît presque infiniment vers 0, ^{rapidement.}

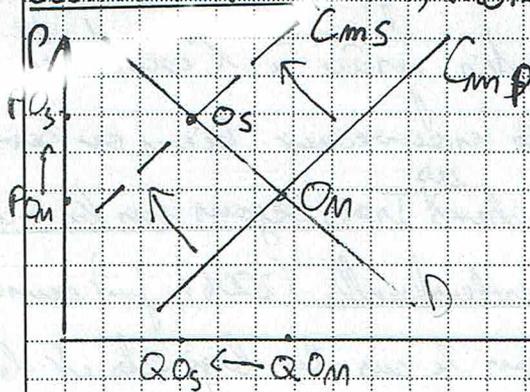
Coût marginal de production



les brevets ont permis d'inciter les entreprises à déboursen des sommes astronomiques pour innover. De même, Cohen remarque que les brevets permettent la circulation d'informations et de découvertes. En découvrant l'électricité, Edison ne songeait pas d'emblée aux conséquences économiques, bien qu'il soit un agent rationnellement guidé par ses intérêts. Ainsi la révolution industrielle est en partie le résultat d'une coopération entre agents rendue possible par les États.

L'analyse fondatrice de Marshall et de Vabrar (1874) peut être approfondie par un travail sur les hypothèses du modèle. Ainsi tout marché à l'équilibre, même en concurrence pure et parfaite (Knight, 1920: atomistic, homogène, transparence, libre entrée et sortie du marché, mobilité des facteurs de production), aboutit par un optimum social.

Forgeant le concept d'externalité, conséquences de la production d'un bien ou d'un service, Pigou, dans L'Économie du bien-être (1920), note que l'État peut taxer les entreprises



polluantes afin de passer de l'optimum de marché (O_M) à l'optimum social (O_S), ce qui suppose un déplacement vers le haut de la courbe

de l'offre. Pigou remarque néanmoins que sans que les agents y pensent, l'État peut encourager la

ne rien écrire dans

la part bar

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

collaboration entre, par exemple, apiculteurs et agriculteurs en rapprochant géographiquement les deux entreprises. D'autre part, l'Etat est amené à encadrer la concurrence de façon à empêcher la formation de monopoles ou d'oligopoles empêchant la maximisation de l'utilité collective. L'Ecole d'Harvard a ainsi encouragé cette politique en forgeant l'indice d'Erfindahl^{IE}, qui est la somme au carré des parts de marché (s_i) des entreprises :

$$I_E = \sum_{i=1}^m s_i^2$$

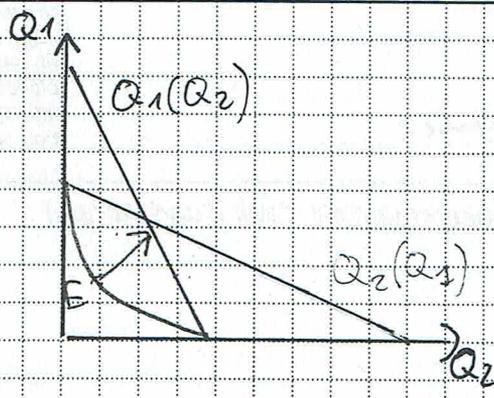
$I_E \in]0, 1]$. Un marché où $I_E = 1$ est un monopole. Si les entreprises sont atomistiques, $s_i = \frac{1}{m}$, d'où

$$I_E = \sum_{i=1}^m \frac{1}{m^2} = \frac{m}{m^2} = \frac{1}{m} \xrightarrow{+\infty} 0$$

Cet indice permet notamment d'éviter la formation d'un monopole, par exemple en refusant la fusion d'entreprises concurrentes qui augmenterait trop rapidement l'indice d'Erfindahl. L'Etat a donc pour ambition d'encadrer et de compléter les coordinations entre agents. Mais il peut aussi stopper de telles coordinations. Dans le cas d'un cartel, l'entreprise 1 et 2 produisent des quantités Q_1 et Q_2 et peuvent faire une entente pour maximiser leur profit.

N°3

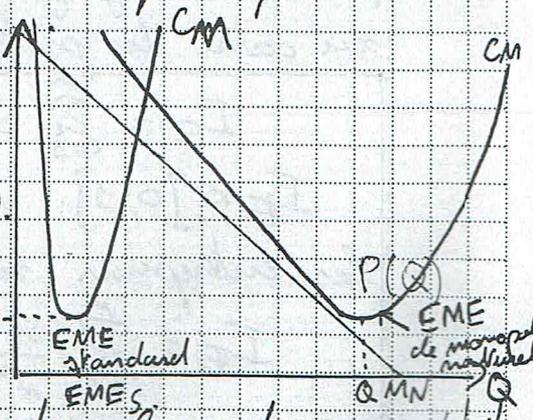
9/14



Si, l'Etat peut démanteler ce cartel en offrant une prime à la trahison, ce qui place 1 et 2 dans une situation de dilemme du prisonnier.

L'Etat n'a cependant pas toujours intérêt à introduire trop de concurrence. En libéralisant les bus au Venezuela dans les années 1980, l'Etat a rendu le marché concurrentiel au point qu'il soit dangereux. L'offre étant très supérieure à la demande, les bus, surnommés « les meurtres jaunes », se doubleaient dangereusement pour récupérer tous les passagers. Comme le note Jean Tirole dans l'Economie des Biens Communs (2016), il n'y a pas de « One Best Way » en terme de politique des marchés.

En l'occurrence, l'Etat peut accorder un monopole constitutionnel à une entreprise en situation de monopole naturel (voici-cout). L'échelle minimum efficace (EME) était encore dans une phase d'économies d'échelle, toute concurrence serait néfaste. Ainsi la construction de quatre gares n'était sans doute pas nécessaire à Paris, une seule gare, construite par l'Etat, pouvait assurer tous les trajets.



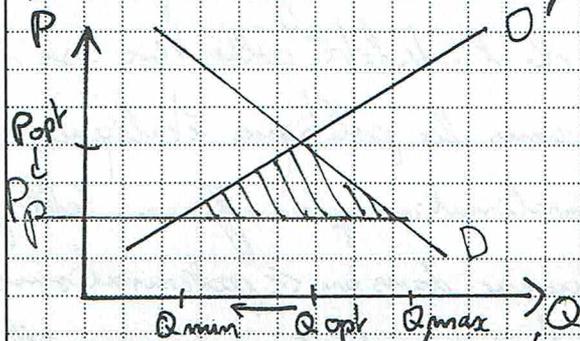
En quoi l'étude de la coordination des agents économiques invite à repenser le rôle de l'Etat? Conclure à l'inutilité de l'Etat semble impensable. L'Etat existe et affirme par son existence la diffusion de monnaie.

En quoi l'étude de la coordination des agents économiques invite à repenser le rôle de l'Etat? Conclure à l'inutilité de l'Etat semble impensable. L'Etat existe et affirme par son existence la diffusion de monnaie.

et de principes juridiques nécessaires à l'activité économique. Bien plus, des coordinations locales entre agents peuvent empêcher la maximisation de l'utilité collective : si les agents peuvent se coordonner sans les politiques étatiques, celles-ci permettent cependant une coordination plus efficace. Cette position place cependant l'agent économique dans un « paternalisme étatique » contestable puisque l'Etat n'est pas forcément un meilleur coordinateur que les agents eux-mêmes. Il faut ainsi songer à l'information et aux capacités de l'Etat (A), à ses problèmes de rationalisation (B), voire à la réduction de ses politiques économiques à une forme de « paternalisme libertaire » (C).

L'information de l'Etat vaut-elle l'ensemble des informations dont les agents disposent ? Hayek (1945) justifie le rôle de « despote éclairé » (Wicksell) qui devrait être celui de l'Etat. En effet, toute action économique suppose des milliers de microdécisions que le décideur public ne peut pas prendre à la place de l'agent. C'est lui qui en dernière instance se coordonne avec les autres agents. L'image de « despote éclairé », qui suppose que l'Etat dise à chaque agent ce qu'il doit faire, est fautive car elle suppose que le monde économique est fini et organisable. Or, celui-ci constitue une véritable « catalasie », c'est-à-dire un chaos dans lequel seuls les agents eux-mêmes peuvent se coordonner. L'Etat, par son poids et son

inefficace et incapable d'agir efficacement sur le marché. Ainsi l'Etat provoque une diminution

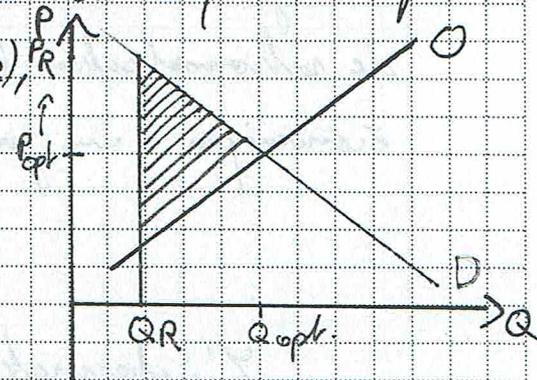


de l'utilité collective en instaurant un prix plancher, en-dessous de l'équilibre (voir ci-contre). Le manque

à gagner correspond au triangle vert, soit $\int_{Q_{min}}^{Q_{opt}} (D(t) - P_P) dt$.

C'est le cas du Venezuela, qui a fixé un prix plancher sur l'écus et le papier-toilette, entraînant une crise chronique de sous-production.

De même si l'Etat fixe un rationnement (Q_R), le prix peut fortement augmenter et ainsi correspond à un manque à gagner égal à $\int_{Q_R}^{Q_{opt}} (O(t) - D(t)) dt$.



L'Etat peut apparaître incohérent dans ses décisions.

Ainsi Oresme dans son Traité sur les monnaies (1355)

condamnait déjà le seigneurage, (habitude de frapper de nouvelles pièces de monnaie en diminuant la quantité d'or dans celles-ci) en remarquant que les seigneurs se coordonnaient d'une manière pour attribuer une valeur moins importante à ces nouvelles pièces. De même, l'Etat peut déployer des actions

inefficaces comme le rappelle Maya Bacache dans Les stratégies absurdes (2007). Prenant l'exemple de la formation des chômeurs, elle remarque que l'instauration d'une telle politique de formation conduit à ne former que les plus qualifiés, c'est-à-dire ceux qui ont le moins besoin de formation pour retrouver un emploi. Si cette pratique

ne rien écrire dans

la partie barrée

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

augmenter mécaniquement le taux de réussite, elle conduit par l'Etat à cibler le mauvais public. Difficile alors de penser l'Etat comme un acteur utile pour les agents. Ceux-ci peuvent, selon Robert Lucas, disposer d'une rationalité anticipatrice. Ils peuvent anticiper une relance budgétaire - et ainsi - la rendre inefficace.

Quel rôle donner dès lors à l'Etat dans la coordination des agents économiques? Ce rôle peut être à minimum. Ainsi, si l'Etat ne peut agir à la place des agents, il peut les inciter à agir conformément à l'intérêt collectif. C'est le cas des casus pigouvieniens précédemment étudiés. C'est aussi le cas de la mise en place d'un marché de quotas, qui incite les entreprises à moins polluer pour maximiser leur bénéfice. En chiffrant le coût social de la drogue à plus de 250 milliards d'euros en France (soit plus de 10% du PIB), Pierre Kopp préconise des mesures incitatives (messages publicitaires, augmentation rapide et brutale du prix des cigarettes etc.). Celles-ci peuvent générer un revenu, lequel doit permettre de pallier ces coûts sociaux. Enfin, on peut assimiler la politique à un « coup de pouce » suivant la métaphore de Cass, Thabain et Sunstein dans Nudge. Pour une sorte de « paternalisme libéral »,

N°4
B119

l'Etat peut aiguiller les décisions individuelles afin de maximiser l'utilité individuelle et ainsi arriver à un optimum social par l'encadrement des micro-décisions prises par les agents.

« L'Etat, voilà le problème ! », disait Ronald Reagan. L'Etat rend possible des interactions plus ou moins pacifiques entre les agents économiques par son droit, sa monnaie ou sa politique de la concurrence. Cependant, les agents n'ont pas besoin de l'Etat dans la prise de décision et la coordination avec d'autres acteurs. L'Etat a ici un rôle d'arbitre, voire d'incitateur bienveillant. Il peut permettre une coordination plus efficace des agents par ses politiques publiques; cependant il ne faut pas tout attendre de la part d'un tel acteur, parfois incohérent et parfois inefficace.

C'est donc en dernière instance car l'Etat existe que les agents peuvent se coordonner, mais paradoxalement l'intensification de ces coordinations peut rendre le marché « autorégulé » et le rendre comme (olésencastri) de la société, comme le pensait K. Polanyi. Reste alors à savoir si l'Etat veut coordonner les agents économiques, c'est-à-dire admettre que son intervention maximisera l'utilité collective.